



دادگاه مردمی برای زنان افغانستان
د افغانستان د ښځو لياره واسي محکمه
PEOPLE'S TRIBUNAL FOR
WOMEN OF AFGHANISTAN
PERMANENT PEOPLE'S TRIBUNAL

JUGEMENT RÉSUMÉ

Tribunal Populaire pour les Femmes d'Afghanistan

11 décembre 2025 | La Haye, Pays-Bas

Le Mandat et la Compétence

L'ORIGINE

Une procédure initiée suite à la requête de quatre organisations de défense des droits humains : Rawadari, AHRDO, DROPS, et Human Rights Defenders Plus.

- _____ : _____
- _____ • _____
- _____

L'AUTORITÉ

Le Tribunal Permanent des Peuples (TPP) a reconnu la situation des femmes et des filles en Afghanistan comme relevant de sa « compétence urgente ».

CONTEXTE : Une situation effroyable concernant près de 21 millions de femmes et de filles.



« Les femmes sont soit
faites pour le foyer,
soit pour la tombe. »

— Une survivante afghane
devant le Tribunal (PTWA)

« Elles étaient vivantes, mais elles ne vivaient plus ; elles respiraient à peine. »

L'Acte d'Accusation

1. INDIVIDUS

Dix hauts responsables Talibans.

2. ENTITÉ

Les Talibans en tant que groupe organisé.

3. ÉTAT

L'État afghan.

LES CHARGES : Violations du droit pénal international et du droit international des droits de l'homme.

Note : Tous les accusés ont été notifiés. Aucune réponse ni participation n'a été reçue.

VERDICT : CRIMES CONTRE L'HUMANITÉ



Le Tribunal a conclu que les politiques et actions des Talibans constituent des crimes contre l'humanité, notamment le crime de « persécution fondée sur le sexe ».

(Article 7 du Statut de Rome)

LE MÉCANISME

Une campagne soutenue et délibérée menée au moyen d'édits, de décrets institutionnels et de violences systémiques.

Responsabilité pénale individuelle établie.

La Suppression Systémique des Droits

1. Droit à la vie

2. Contre la
torture

3. Liberté et
sécurité

4. Contre la
détenation

5. ÉDUCATION
(Exclusion)

6. TRAVAIL

7. SANTÉ

8. Expression

9. Circulation

10. Réunion

11. Autonomie
corporelle

12. Participation
politique

Le Débat sur l'Apartheid de Genre

LA RÉALITÉ (Les Faits)

Un système assimilable à l'apartheid : ségrégation, exclusion et domination institutionnalisées.

LE DROIT (La Lacune)

La définition actuelle est fondée uniquement sur la race, non sur le sexe.



**Nécessité urgente de codifier
ce crime en droit international.**

Rejet de la Justification Religieuse

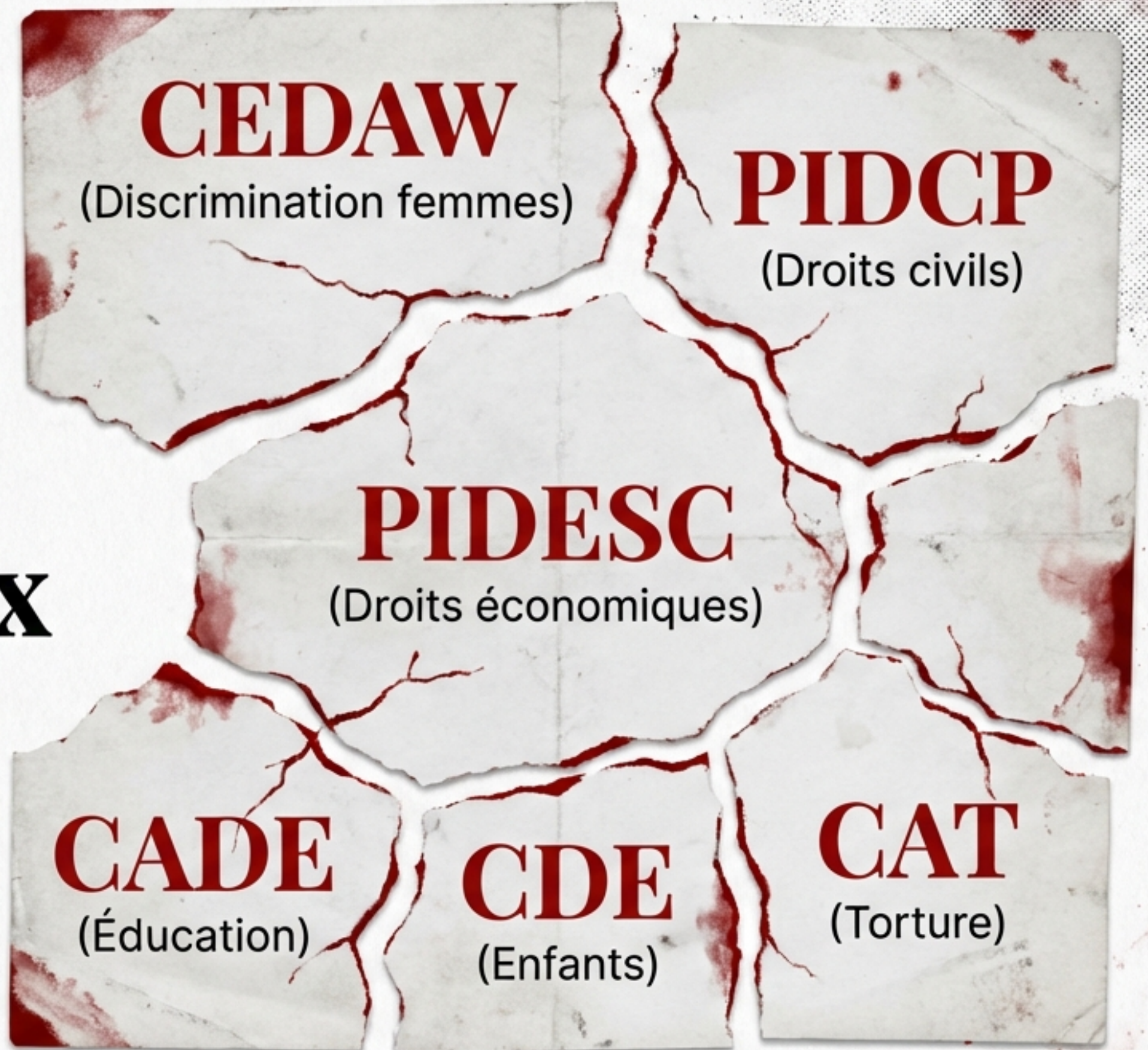
Le Tribunal rejette toute prétention justifiant ces violations par la loi islamique.

- Une interprétation sélective et politisée.
- Contraire au consensus islamique sur l'éducation et le travail.
- Contraire à la jurisprudence établie.

Source: Findings of the Independent Expert

Violations des Traités Internationaux

L'Afghanistan est un État partie
qui a failli à ses obligations.



Un Impact Intergénérationnel et Mondial

IMPACT LOCAL

Une grave privation des droits qui affectera la structure même de la société afghane sur le long terme.



RISQUE MONDIAL

Le risque de normalisation de l'impunité pour d'autres sociétés.

« L'impunité étant la norme. »

Recommandations :

À l'État Afghan et aux Talibans

- 1. ABROGATION :** Annulation immédiate de tous les décrets et édits discriminatoires.
- 2. RÉTABLISSEMENT :** Retour complet des droits (éducation, travail, santé, mouvement).
- 3. CESSATION :** Fin immédiate des détentions arbitraires et de la torture.

Diplomatie et Aide Humanitaire



NON-RECONNAISSANCE.

Maintenir le déni de légitimité
du régime taliban.



AIDE DIRECTE.

Soutien humanitaire direct au peuple,
contournant l'administration talibane.

Soutien accru pour les défenseurs des droits humains.

Justice Pénale Internationale



CPI (La Haye)

Accélérer les enquêtes sur les **crimes** contre **l'humanité** fondés sur le genre.



CIJ (Justice)

L'**Australie**, le Canada, l'**Allemagne** et les Pays-Bas doivent faire progresser les procédures CEDAW.

JURIDICTION UNIVERSELLE : Activation immédiate par les États tiers.

Solidarité et Codification

MONDE ISLAMIQUE



L'OCI doit condamner ces restrictions comme étant contraires à la Charia.

CODIFICATION LÉGALE



L'ONU doit codifier l'**APARTHEID SEXUEL** en tant que crime contre l'humanité.

Appel à l'action pour la solidarité internationale et la codification juridique.

Briser le Crime du Silence

Un avenir différent est possible si
nous refusons la complicité.

afghanistantribunal.com